

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 384

[2001/33001]

18 DECEMBER 2000. — Decreet houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Zwitserse Bondstaat, anderzijds, over het vrij verkeer van personen, en de Bijlagen I, II en III, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 21 juni 1999 (1)

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De overeenkomst tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lidstaten, enerzijds, en de Zwitserse Bondstaat, anderzijds, over het vrij verkeer van personen, en de bijlagen I, II en III, en de Slotakte, gedaan te Luxemburg op 21 juni 1999 zullen volkomen uitwerking hebben.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen, dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen, 18 december 2000.

De Minister-President, Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme,
B. GENTGES

De Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden
H. NIESSEN

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Bescheiden van de Raad : 49 (2000-2001) Nr. 1. Ontwerp van decreet.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 december 2000.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 385

[C — 2001/27064]

20 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 avril 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la nécessité de donner la base légale nécessaire à l'octroi des moyens de fonctionnement des centres d'initiation à l'environnement pour l'exercice de leurs missions;

Vu l'urgence de mettre en place des centres performants, travaillant en réseau organisé, avec des animateurs compétents;

Vu la volonté de proposer au grand public, en particulier au milieu scolaire, des centres d'initiation à l'environnement répondant à une demande, dans des locaux accueillants équipés d'un matériel moderne et adapté;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Ministre : le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

2° asbl : association sans but lucratif, constituée conformément à la loi du 27 juin 1921, accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements publics;

3° administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

4° C.R.I.E. : centre régional d'initiation à l'environnement;

5° décret : le décret du 28 avril 1999 relatif à l'initiation à l'environnement en Région wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. Toute asbl répondant aux conditions fixées par l'article 5 du décret peut solliciter l'agrément relatif à la prise en charge de la gestion d'un C.R.I.E.

La demande d'agrément doit être transmise en trois exemplaires à l'administration par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception et comprend les renseignements suivants :

1° la dénomination de l'asbl, son adresse, ainsi qu'une copie de la publication de ses statuts et du dernier acte de nomination de ses administrateurs ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts;

2° une copie des pièces confirmant les titres pédagogiques et scientifiques des quatre personnes visées à l'article 5, alinéa 3, 2°, du décret;

3° une note décrivant le projet envisagé au regard des missions visées à l'article 4 du décret et les titres scientifiques et pédagogiques du personnel qui est engagé pour l'exécution de ces missions;

4° une estimation du budget nécessaire à la réalisation du projet visé au 3° dans le cadre du montant fixé à l'article 5, § 2.

§ 2. Le Ministre notifie à l'asbl demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète.

Art. 3. Le Ministre peut procéder à tout moment au retrait de l'agrément moyennant l'avis du comité d'accompagnement visé à l'article 9 du décret lorsqu'une des conditions suivantes est rencontrée :

- 1° l'asbl ne correspond plus aux conditions fixées par l'article 5, alinéa 3, du décret;
- 2° la mission n'a pas été accomplie conformément à son objet tel que défini dans l'agrément;
- 3° le titulaire de l'agrément s'est opposé au contrôle par l'administration de l'accomplissement de sa mission;
- 4° le rapport d'activités, le rapport comptable, ou tout autre document devant être communiqué n'ont pas été transmis par le titulaire de l'agrément conformément au délai prescrit par la décision d'agrément;
- 5° les subventions n'ont pas été affectées aux dépenses qu'elles sont censées couvrir.

Le Ministre informe l'asbl par lettre recommandée avec accusé de réception de l'avis de retrait de l'agrément.

L'asbl répond dans les trente jours de la réception de l'information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Ministre statue dans les trente jours de la réception de la réponse.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 3, le Ministre peut renouveler l'agrément après une période de trois ans.

Trois mois avant la fin de l'agrément, l'asbl introduit une nouvelle demande selon la procédure fixée à l'article 2.

Le Ministre statue dans les deux mois de la réception de la demande sur base de l'avis du comité d'accompagnement.

Art. 5. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie à l'asbl agréée une subvention annuelle permettant d'assurer le fonctionnement du C.R.I.E.

Font partie des coûts de fonctionnement :

- les dépenses relatives au personnel;
- les coûts de consommation et de fournitures relatifs à la réalisation des missions visées à l'article 4 du décret;
- les charges inhérentes au fonctionnement de l'infrastructure.

§ 2. La subvention annuelle est plafonnée à dix millions de francs par CRIE.

§ 3. En vue de bénéficier de la subvention annuelle, l'asbl agréée fait parvenir à l'administration pour le 15 novembre le projet de budget du C.R.I.E. pour l'année suivante et le programme des activités prévues.

§ 4. Le Ministre décide, sur base de l'avis du comité d'accompagnement, dans un délai n'excédant pas un mois de la réception du projet de budget, du principe de l'octroi des subventions sur base des documents visés au § 3.

§ 5. La subvention est liquidée selon les modalités suivantes :

1° une première tranche, d'un montant maximum égal à 40 % de la subvention, à la notification de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée du programme d'activités annuel approuvé par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

2° les tranches suivantes d'un montant total maximum égal à 50 % de la subvention sont liquidées à la fin de chaque trimestre sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable accompagnée d'un rapport d'activités intermédiaire et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.;

3° le solde de la subvention est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance certifiée sincère et véritable, accompagnée des pièces justificatives de la subvention, du rapport d'activités visé à l'article 8 du décret et d'un rapport comptable, approuvés par le comité de suivi de chaque C.R.I.E.

§ 6. La comptabilité est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Art. 6. § 1^{er}. Le comité d'accompagnement du réseau des C.R.I.E. comprend :

- 1° un représentant du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions assurant la présidence;
- 2° un représentant du Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions assurant la vice-présidence;
- 3° un représentant du Ministre ayant le tourisme dans ses attributions;
- 4° un représentant du Ministre ayant la mobilité et l'énergie dans ses attributions;
- 5° un représentant du Ministre ayant le patrimoine dans ses attributions;
- 6° un représentant de l'administration;
- 7° deux experts portant soit un titre pédagogique, soit un titre scientifique en relation avec des disciplines concernant l'environnement;
- 8° un représentant élu par l'ensemble des C.R.I.E.

§ 2. Les membres du comité d'accompagnement sont désignés par le Ministre pour une durée de quatre années.

Leur mandat est renouvelable.

Pour chaque membre effectif, le Ministre désigne un suppléant qui peut participer aux travaux du comité d'accompagnement. En cas de vacance avant l'expiration d'un mandat effectif, le membre suppléant achève le mandat en cours.

Art. 7. L'administration met à la disposition du comité d'accompagnement les locaux nécessaires.

Art. 8. § 1^{er}. L'avis rendu à propos des demandes d'agrément est pris à la majorité simple des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents s'opposent à l'avis émis par la majorité, le président complète cet avis par une mention relatant l'opinion divergente.

§ 2. Le comité d'accompagnement est convoqué par le président ou, à défaut, par le Ministre. Il se réunit au minimum deux fois par an.

L'inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de l'Environnement est invité aux réunions.

Le président peut convier toutes personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux du comité d'accompagnement. Celles-ci ne prennent pas part au vote.

§ 3. Le comité d'accompagnement arrête son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Ministre. Le règlement d'ordre intérieur précise notamment :

- 1° les procédures de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, la validation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom du comité d'accompagnement;
- 2° les modalités de vote et le nombre de participants requis pour siéger valablement;
- 3° les délégations de signatures;
- 4° le fonctionnement du secrétariat.

Les mandats sont gratuits. Les membres du comité d'accompagnement ont droit au remboursement des frais de parcours et des frais de séjours calculés selon les règles applicables aux indemnités pour les fonctionnaires de la Région wallonne. Ils sont assimilés à cette fin aux agents de rang A4.

Art. 9. Le comité d'accompagnement est chargé dans le cadre de sa mission :

- 1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes, les retraits et les renouvellements d'agrément;
- 2° d'examiner les rapports annuels d'activités et comptables remis par les asbl agréées;
- 3° d'assurer la cohérence et l'évaluation des activités dispensées par l'ensemble des C.R.I.E. en Région wallonne;
- 4° de remettre annuellement un rapport d'évaluation des activités dispensées par les C.R.I.E. au Ministre;
- 5° de formuler toute proposition au Ministre.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 est abrogé.

Art. 11. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 385

[C — 2001/27064]

20. DEZEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 28. April 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 19. Dezember 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Notwendigkeit, die zur Gewährung der Betriebsmittel der "Centres d'initiation à l'environnement" («C.R.I.E.» - Regionale Zentren für die Umwelterziehung) für die Ausübung ihrer Aufgaben erforderliche gesetzliche Grundlage zu geben;

Aufgrund der Dringlichkeit bei dem Bedürfnis, leistungsfähige Zentren einzusetzen, die in einem organisierten Netz arbeiten, und über fachkundige Animatoren verfügen;

Aufgrund des Willens, der Öffentlichkeit und insbesondere den Schulkreisen solche Zentren für die Umwelterziehung anzubieten, die auf eine Nachfrage eingehen, in gemütlichen Räumen eingerichtet sind und über eine moderne und angepasste Ausstattung verfügen;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;
- 2° "VoE": eine gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Erteilung der Rechtspersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbzzweck und öffentlichen Einrichtungen gegründete Vereinigung ohne Erwerbzzweck;
- 3° "Verwaltung": die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- 4° «C.R.I.E.» : "centre régional d'initiation à l'environnement";
- 5° "Dekret": das Dekret vom 28. April 1999 über die Umwelterziehung in der Wallonischen Region.

Art. 2 - § 1. Jede VoE, die den durch den Artikel 5 des Dekrets festgelegten Bedingungen genügt, kann die Zulassung bezüglich der Übernahme der Verwaltung eines «C.R.I.E.» beantragen.

Der Zulassungsantrag muss der Verwaltung in dreifacher Ausfertigung per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung übermittelt werden und folgende Auskünfte enthalten:

- 1° die Bezeichnung der VoE, ihre Anschrift, sowie eine Abschrift der Veröffentlichung ihrer Satzungen und der letzten Ernennungsurkunde ihrer Verwaltungsratsmitglieder oder eine gleichlautende Abschrift des Antrags auf die Veröffentlichung der Satzungen;

2° eine Abschrift der Dokumente, die die pädagogischen und wissenschaftlichen Befähigungen der vier in Artikel 5, Absatz 3, 2° des Dekrets erwähnten Personen bestätigen;

3° eine Mitteilung, in der das beabsichtigte Projekt im Hinblick auf die in Artikel 4 des Dekrets erwähnten Aufgaben und die wissenschaftlichen und pädagogischen Befähigungsnachweise des zur Durchführung der Aufgaben angestellten Personals beschrieben werden;

4° eine Veranschlagung der zur Verwirklichung des in 3° erwähnten Projekts im Rahmen des in Artikel 5, § 2 festgelegten Betrags erforderlichen Haushaltsmittel.

§ 2. Der Minister stellt der antragstellenden VoE innerhalb von drei Monaten nach dem Erhalt des als vollständig befundenen Antrags die Zulassung oder die Ablehnung der Zulassung zu.

Art. 3 - Der Minister kann jederzeit nach Stellungnahme des in Artikel 9 des Dekrets erwähnten Begleitausschusses die Zulassung entziehen, wenn einer der folgenden Bedingungen begegnet wird:

1° die VoE entspricht nicht mehr den durch den Artikel 5 Absatz 3 des Dekrets festgelegten Bedingungen;

2° die Aufgabe wurde nicht gemäß ihrer Zielsetzung durchgeführt, so wie sie in der Zulassung bestimmt wurde;

3° der Inhaber der Zulassung hat sich der Kontrolle durch die Verwaltung der Durchführung seiner Aufgabe widersetzt;

4° der Tätigkeitsbericht, der Rechnungsbericht oder jede andere zu übermittelnde Unterlage wurden von dem Inhaber der Zulassung nicht gemäß der in dem Zulassungsbeschluss vorgeschriebenen Frist übermittelt;

5° die Zuschüsse wurden nicht den Ausgaben zugeteilt, die es zu decken galt.

Der Minister informiert die VoE per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung über den Entzugsbescheid der Zulassung.

Die VoE gibt ihre Antwort innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Information per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung.

Der Minister fasst innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der Antwort einen Beschluss.

Art. 4 - Unbeschadet des Artikels 3 kann der Minister nach einem Zeitraum von drei Jahren die Zulassung erneuern.

Drei Monate vor Ablauf der Zulassung reicht die VoE gemäß dem in Artikel 2 festgelegten Verfahren einen neuen Antrag ein.

Der Minister fasst innerhalb von zwei Monaten nach dem Erhalt des Antrags auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses einen Beschluss.

Art. 5 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister der zugelassenen VoE einen jährlichen Zuschuss, durch den es möglich ist, den Betrieb des «C.R.I.E.» zu sichern.

Zu den Betriebskosten gehören:

— die Ausgaben für das Personal;

— die Konsum- und Materialkosten für die Durchführung der in Artikel 4 des Dekrets erwähnten Aufgaben;

— die der Effizienz der Infrastruktur anhaftenden Kosten.

§ 2. Der jährliche Zuschuss beläuft sich auf einen Höchstbetrag von zehn Millionen je «C.R.I.E.».

§ 3. Um den jährlichen Zuschuss in Anspruch nehmen zu können, lässt die zugelassene VoE der Verwaltung bis zum 15. November den Haushaltsvoranschlag des «C.R.I.E.» für das folgende Jahr und das Programm der vorgesehenen Tätigkeiten zukommen.

§ 4. Der Minister beschließt auf der Grundlage des Gutachtens des Begleitausschusses innerhalb einer Frist, die einen Monat ab dem Erhalt des Haushaltsvoranschlags nicht überschreitet, über den Grundsatz zur Gewährung des Zuschusses auf der Grundlage der in

§ 3 erwähnten Unterlagen.

§ 5. Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° ein erster Teilbetrag, dessen Höchstbetrag 40 % des Zuschusses entspricht, bei der Bekanntgabe der Zuschussgewährung gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung des von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten jährlichen Tätigkeitsprogramms;

2° die nachfolgenden Teilbeträge, deren gesamter Höchstbetrag 50 % des Zuschusses entspricht, werden am Ende eines jeden Trimesters gegen Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung eines von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten Zwischenberichts über die Tätigkeiten und Rechnungsberichts ausgezahlt;

3° der Restbetrag des Zuschusses wird bei Vorlage einer für richtig bescheinigten Forderungsanmeldung, unter Beifügung der Belege des Zuschusses, des von dem Begleitausschuss eines jeden «C.R.I.E.» genehmigten in Artikel 8 des Dekrets erwähnten Tätigkeitsberichts und Rechnungsberichts ausgezahlt.

§ 6. Die Rechnungsführung erfolgt gemäß der Gesetzgebung über die Rechnungsführung der Unternehmen.

Art. 6 - § 1. Der Begleitausschuss des Netzes der «C.R.I.E.» setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

1° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört und der den Vorsitz führt;

2° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört und der den stellvertretenden Vorsitz führt;

3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tourismus gehört;

4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität und die Energie gehören;

5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Erbe gehört;

6° ein Vertreter der Verwaltung;

7° zwei Sachverständige, die entweder ihre pädagogischen oder ihre wissenschaftlichen Befähigungen in Verbindung mit den Fachgebieten bezüglich der Umwelt nachweisen können;

8° ein von den gesamten «C.R.I.E.» gewählter Vertreter.

§ 2. Die Mitglieder des Begleitausschusses werden von dem Minister für eine Dauer von vier Jahren bezeichnet.

Ihr Mandat kann erneuert werden.

Für jedes effektive Mitglied bezeichnet der Minister einen Stellvertreter, der an den Arbeiten des Begleitausschusses teilnehmen kann. Im Falle einer Vakanz vor Ablauf eines effektiven Mandats führt das stellvertretende Mitglied das laufende Mandat zu Ende.

Art. 7 - Die Verwaltung stellt dem Begleitausschuss die erforderlichen Räume zur Verfügung.

Art. 8 - § 1. Das über die Zulassungsanträge abgegebene Gutachten wird mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgestimmt.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Wenn sich mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder dem von der Mehrheit ausgedrückten Gutachten widersetzen, vervollständigt der Vorsitzende dieses Gutachten mit einem Vermerk, in dem die unterschiedliche Auffassung angegeben wird.

§ 2. Der Begleitausschuss wird von dem Vorsitzenden oder in dessen Ermangelung von dem Minister zur Versammlung einberufen. Er kommt mindestens zweimal im Jahr zusammen.

Der bei dem Minister der Umwelt beglaubigte Finanzinspektor wird zu den Versammlungen geladen.

Der Vorsitzende kann alle Personen, die über besondere Sachkenntnisse verfügen, aufrufen, an den Arbeiten des Begleitausschusses teilzunehmen. Diese nehmen nicht an der Abstimmung teil.

§ 3. Der Begleitausschuss verabschiedet seine allgemeine Dienstordnung, die von dem Minister genehmigt wird. Die allgemeine Dienstordnung gibt insbesondere Folgendes an:

1° die Verfahren zur Einberufung der Mitglieder, zur Aufstellung der Tagesordnung, zur Gültigkeitserklärung der Protokolle, Gutachten und anderen im Namen des Begleitausschusses ausgestellten Unterlagen;

2° die Modalitäten für die Abstimmung und die Anzahl der Teilnehmer, die erforderlich ist, um wirksam tagen zu können;

3° die Übertragungen der Zeichnungsberechtigungen;

4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

Die Mandate werden nicht vergütet. Die Mitglieder des Begleitausschusses haben ein Anrecht auf die Rückerstattung der nach den auf die Vergütungen für die Beamten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln berechneten Dienstfahrt- und Aufenthaltskosten. Sie werden zu diesem Zweck mit den Bediensteten des Dienstrangs A 4 gleichgestellt.

Art. 9 - Der Begleitausschuss wird im Rahmen seines Auftrags mit folgenden Aufgaben beauftragt:

1° dem Minister ein Gutachten über die Zulassungsanträge, -entzüge und -erneuerungen abgeben;

2° die von den zugelassenen VoE vorgelegten jährlichen Tätigkeitsberichte und Rechnungsberichte überprüfen;

3° die Kohärenz und die Bewertung der in den gesamten «C.R.I.E.» in der Wallonischen Region verrichteten Arbeiten gewährleisten;

4° dem Minister jährlich einen Bericht über die Bewertung der in den «C.R.I.E.» verrichteten Arbeiten vorlegen;

5° dem Minister jeglichen Vorschlag unterbreiten.

Art. 10 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 wird aufgehoben.

Art. 11 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Dezember 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 385

[C — 2001/27064]

20 DECEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 28 april 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 december 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Overwegende dat een wettelijke grondslag vereist is om de centra voor leefmilieu-initiatie de middelen te verschaffen die zij nodig hebben om hun opdrachten te vervullen;

Overwegende dat er een dringende behoefte is aan doelgerichte centra die in een georganiseerd netwerk samenwerken met bevoegde animators;

Gelet op de wil om centra voor leefmilieu-initiatie ter beschikking te stellen van het grote publiek, meer bepaald van de scholen, met gezellige lokalen voorzien van modern en aangepast materiaal;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister van Leefmilieu;
- 2° V.Z.W. : vereniging zonder winstoogmerk opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;
- 3° Bestuur : het directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- 4° 'CRIE' : gewestelijk centrum voor milieu-initiatie;
- 5° decreet : het decreet van 28 april 1999 betreffende de milieu-initiatie in het Waalse Gewest.

Art. 2. § 1. Elke v.z.w. die de in artikel 5 van het decreet gestelde voorwaarden vervult, mag verzoeken om de erkenning die recht geeft op een toelage voor het beheer van een 'CRIE'.

De erkenningsaanvraag moet bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in drie exemplaren ingediend worden bij het bestuur en de volgende gegevens bevatten :

- 1° de benaming en het adres van de V.Z.W., alsook een afschrift van de publicatie van haar statuten en van de laatste akte van benoeming van haar bestuurders of een eensluidend verklaarde afschrift van de aanvraag om publicatie van de statuten;
- 2° een afschrift van de bewijsstukken betreffende de pedagogische en wetenschappelijke titels van de vier personen bedoeld in artikel 5, derde lid, 2°, van het decreet;
- 3° een nota met een beschrijving van het project betreffende de in artikel 4 van het decreet bedoelde opdrachten, alsook de pedagogische en wetenschappelijke titels van het personeel dat in dienst wordt genomen om die opdrachten uit te voeren;
- 4° een raming van het budget dat nodig is voor de uitvoering van het sub 3° bedoelde project, binnen de perken van het bedrag vastgesteld in artikel 5, § 2.

§ 2. Binnen drie maanden na ontvangst van het behoorlijk ingevulde aanvraagformulier laat de Minister de verzoekende V.Z.W. weten of de erkenning wordt verleend of geweigerd.

Art. 3. Na advies van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 9 van het decreet mag de Minister de erkenning elk moment intrekken als :

- 1° de V.Z.W. de in artikel 5, derde lid, bedoelde voorwaarden niet meer vervult;
- 2° de opdracht niet is uitgevoerd met inachtneming van de doelstelling waarvan sprake in de erkenning;
- 3° de houder van de erkenning het bestuur belet heeft na te gaan of hij zijn opdracht uitoefent;
- 4° de houder van de erkenning het activiteitenrapport, het boekhoudrapport of elk ander over te maken document niet heeft overgemaakt binnen de termijn voorgeschreven bij het erkenningsbesluit;
- 5° de toelagen niet werden gebruikt voor de kostendekking waarvoor ze verleend werden.

De Minister stelt de V.Z.W. bij ter post aangetekende schrijven met ontvangstbewijs in kennis van het besluit tot intrekking van de erkenning. De V.Z.W. antwoordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving. De Minister neemt een beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het antwoord.

Art. 4. De Minister kan de erkenning verlengen na een periode van drie jaar, onverminderd artikel 3.

Drie maanden vóór de vervaldatum van de erkenning dient de V.Z.W. een nieuwe aanvraag in volgens de procedure bedoeld in artikel 2.

De Minister neemt een beslissing binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag op grond van het advies van het begeleidingscomité.

Art. 5. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister een jaarlijkse toelage aan de erkende V.Z.W. om de werking van het centrum te verzekeren.

De werkingskosten bestaan uit :

- personeelsuitgaven,
- verbruiks- en leveringskosten voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 4 van het decreet,
- lasten verbonden aan de werking van de infrastructuur.

§ 2. Elk centrum ontvangt jaarlijks een toelage van maximum tien miljoen BEF.

§ 3. Om de jaarlijkse toelage te genieten, bezorgt de erkende V.Z.W. het bestuur uiterlijk 15 november het begrotingsontwerp van het centrum voor het volgende jaar, alsmede het programma van de geplande activiteiten.

§ 4. Na advies van het begeleidingscomité en binnen hoogstens één maand na ontvangst van het begrotingsontwerp beslist de Minister of de toelage al dan niet verleend mag worden op basis van de documenten bedoeld in § 3.

§ 5. De toelage wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf gelijk aan maximum 40 % van het totaalbedrag, bij de kennisgeving van de toekenning en na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering die vergezeld gaat van het jaarlijks activiteitenprogramma, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum;

2° de volgende schijven, samen goed voor maximum 50 % van het toelagebedrag, aan het einde van elk kwartaal en na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering, een tussenactiviteitenrapport en een boekhoudrapport, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum;

3° het saldo, na overlegging van een waar en echt verklaarde schuldvordering, vergezeld van de stukken waarbij de toelage gewettigd wordt, het in artikel 8 van het decreet bedoelde activiteitenrapport en een boekhoudrapport, goedgekeurd door het opvolgingscomité van elk centrum.

§ 6. De boeken worden gehouden overeenkomstig de wetgeving op de bedrijfsboekhouding.

Art. 6. § 1. Het begeleidingscomité van het 'CRIE'-netwerk bestaat uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor Natuurbehoud, als vice-voorzitter;
- 3° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor Toerisme;
- 4° een vertegenwoordiger van de Minister van Mobiliteit en Energie;
- 5° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor patrimonium;
- 6° een vertegenwoordiger van het Bestuur;
- 7° twee deskundigen met een pedagogische of een wetenschappelijke titel in verband met leefmilieu;
- 8° een vertegenwoordiger gekozen door het geheel van de 'CRIE'.

§ 2. De leden van het begeleidingscomité worden door de Minister aangewezen voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Voor ieder gewoon lid wijst de Minister een plaatsvervanger aan die deel kan nemen aan de werken van het begeleidingscomité. Als een gewoon lid zijn mandaat voortijdig opzegt, wordt zijn plaats ingenomen door zijn plaatsvervanger.

Art. 7. Het Bestuur stelt de nodige lokalen ter beschikking van het begeleidingscomité.

Art. 8. § 1. Het advies over de erkenningsaanvragen wordt uitgebracht bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als minstens één vierde van de aanwezige leden zich verzet tegen een door de meerderheid uitgebracht advies, vult de voorzitter het advies aan met een melding waarin gewag wordt gemaakt van de uiteenlopende mening.

§ 2. Het begeleidingscomité wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, in voorkomend geval, door de Minister. Het vergadert minstens twee keer per jaar.

De bij de Minister van Leefmilieu geaccrediteerde inspecteur van Financiën wordt verzocht de vergaderingen bij te wonen.

De voorzitter kan alle personen met specifieke bevoegdheden verzoeken aan de werkzaamheden van het begeleidingscomité deel te nemen. Deze personen nemen niet deel aan de stemming.

§ 3. Het begeleidingscomité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister. Het huishoudelijk reglement bevat de volgende gegevens :

- 1° de procedure voor de oproep van de leden, voor het opmaken van de agenda, de goedkeuring van de notulen, adviezen en andere documenten opgemaakt namens het begeleidingscomité;
- 2° de modaliteiten van de stemming, alsook het aantal leden vereist om geldig te zetelen;
- 3° de delegaties inzake de handtekeningen;
- 4° de werking van het secretariaat.

De mandaten worden onbezoldigd uitgeoefend. De reis- en verblijfkosten van de leden van het begeleidingscomité worden terugbetaald volgens de regels die gelden voor de ambtenaren van het Waalse Gewest. Daartoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang A4.

Art. 9. In het kader van zijn opdracht moet het begeleidingscomité :

- 1° de Minister advies geven over de aanvragen, intrekkingen en hernieuwingen van erkenningen;
- 2° de door de erkende V.Z.W.'s ingediende jaarlijkse activiteiten- en boekhoudrapporten onderzoeken;
- 3° zorgen voor de samenhang en de evaluatie van de activiteiten die in het Waalse Gewest georganiseerd worden door het geheel van de 'CRIE';
- 4° de Minister jaarlijks een evaluatierapport overmaken i.v.m. bovenbedoelde activiteiten;
- 5° voorstellen indienen bij de Minister.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 wordt opgeheven.

Art. 11. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET